

SESSION DU 15 DECEMBRE 2010

Intervention de Jean-Baptiste LUCCIONI sur la violence

Pour le Groupe Corse Social-Démocrate

Messieurs les Présidents,

Mesdames et Messieurs les membres du Conseil exécutif,

Mes chers collègues,

Quand il a été décidé d'inscrire la violence à l'ordre du jour de l'Assemblée, je dois vous avouer que ma première réaction a été le scepticisme sur l'utilité et les finalités d'un tel débat. Je ne pense pas avoir été le seul dans cet hémicycle à avoir émis ces doutes, d'autant plus que plusieurs débats sur ce thème avaient déjà montré les limites de notre champ d'intervention politique.

Comment et pourquoi nous immiscer dans ce qui est un des premiers domaines régaliens de l'Etat, je parle bien sûr de la sécurité, qui n'entre pas dans le cadre de nos compétences ?

Et que pouvons nous apporter comme réponses à ces graves problèmes de société quand l'Etat et le gouvernement font eux-mêmes la preuve quotidienne de leur impuissance ?

Existent-ils par ailleurs des spécificités insulaires en matière de violence et d'insécurité, une sorte de dérogation au droit commun national, que nous devrions reconnaître et auxquelles notre Assemblée pourrait répondre concrètement ?

Je rappellerais simplement que la Corse est aujourd'hui sous l'emprise de 2 juridictions d'exception, l'antiterrorisme et la JIRS, dont les garanties démocratiques sont tout sauf évidentes et que l'île compte un nombre de fonctionnaires de police et de gendarmerie par habitant largement supérieur à la moyenne.

Les violences de toutes natures disparaissent elles pour autant ?

Ce débat est la preuve que ce n'est pas le cas !

Il pourrait bien sûr être facile de rappeler une fois de plus et de manière incantatoire que le cadre de notre société est celui d'un Etat de droit, que des lois existent, et qu'au même titre que les valeurs républicaines, elles doivent être respectées par tous, et que c'est à l'Etat à travers ses pouvoirs de police et de justice d'en faire respecter les principes.

Il pourrait être facile également d'opposer la violence politique à celle d'un Etat qui s'est arrogé le monopole de la violence légitime et qui ne l'exerce pas toujours dans le plus grand respect des valeurs démocratiques qu'il prône pourtant avec fermeté à l'égard de certains de nos concitoyens.

Enfin, il pourrait être encore plus facile de tomber dans une caricature de débat véhiculant tous les clichés et les fantasmes dont la Corse est porteuse depuis des générations ? Encourager la stigmatisation d'une île criminogène dont nous serions à la fois les acteurs complices et les spectateurs impuissants par fatalisme et héritage, que ce soit à travers notre fascination pour les armes, la propension à nous faire justice nous-mêmes, la vendetta, l'omerta, la maffia, le racket, le terrorisme...que sais-je encore ! On connaît le tableau et le talent de certains peintres, y compris insulaires, pour ce genre d'exercice !

Pour autant, devons nous refuser de regarder la réalité en face, et de voir qu'ici comme ailleurs, les violences sont en augmentation constante et que les maux dont nous avons cru longtemps être exemptés sont quotidiennement présents dans notre vie en société?

Pouvons-nous constater sans réagir ou en l'imputant à un seul folklore local, que les statistiques nous disent qu'on se tue deux fois plus en Corse qu'en Bretagne ou dans la Creuse. Et que la Corse du Sud affichait il y a quelques années un taux d'homicide onze fois supérieur à celui de la Lozère ?

Même si depuis quelques temps, il apparaît que dans les banlieues de Paris, à Marseille ou dans d'autres grandes villes de province, certaines formes de violences extrêmes tendent à banaliser ce qui pouvait apparaître comme une de nos premières spécificités insulaires !

La réponse est bien sur non.

Face à de tels enjeux de société il est impossible de nous défausser avec les responsabilités qui sont les nôtres. (*chaise vide*)

Les valeurs que nous défendons à Corse Social Démocrate sont en effet des valeurs universelles de progrès social, de démocratie et de paix sans lesquelles aucune société ne peut prospérer ni connaître le développement durable et solidaire que nous souhaitons. Le recours à la violence est non seulement la négation même de l'Etat de droit et un déni de démocratie mais un retour anachronique à une forme de société où la force prime sur le droit et que l'on aurait pu croire définitivement bannis de nos sociétés développées.

On peut légitimement s'interroger sur la prolifération de cette violence ou tout du moins sur la généralisation de son emploi dans les domaines les plus divers de notre

vie sociétale : violences aux biens et aux personnes, violence routière, scolaire, conjugale, sexuelle, violence verbale et psychologique, violence de droit commun, violence politique... violences quotidiennes car tout est violence aujourd'hui et que toutes ces formes de violence alimentent en flux tendus les faits divers et les gros titres des médias nationaux et...régionaux.

Cette violence qui fait recette et nous maintien dans un sentiment d'insécurité permanent. Celle que nous renvoie le miroir grossissant et déformant des médias dans une sorte de plébiscite médiatique offert à une opinion publique dont certains n'hésitent pas à instrumentaliser les peurs à des fins politiques. Car la violence et l'insécurité sont un enjeu politique.

Oui les problèmes ne se posent jamais tous seuls, oui ce sont toujours des acteurs politiques qui les posent pour en imposer les termes et en tirer des bénéfices aux yeux de l'opinion. Celle-ci en est même l'enjeu quand les sondages plébiscitaires et leurs représentations médiatiques nous font croire qu'ils tiennent lieu de consultation démocratique !

Face aux violences on n'oppose QUE la sécurité, toujours plus de sécurité là où seules des politiques de prévention pourraient être efficaces.

Face au sentiment d'insécurité, on imagine toujours plus de remèdes inutiles et le plus souvent injustifiables.

Depuis 2002 ce ne sont pas moins d'une vingtaines de lois relatives à la sécurité qui ont été promulguées, dont cette loi sur la prévention de la délinquance de mars 2007 qui institue la détection du trouble du comportement chez les plus jeunes enfants et autorise la théorisation de liens entre délinquance et génétique.

Je ne parle même pas des dérives sécuritaires d'aujourd'hui liant l'insécurité à l'origine des délinquants. Et ce n'est pas fini, puisque dans le cadre « de la guerre totale aux délinquants et aux voyous » décrétée au plus haut sommet de l'Etat, le ministre de l'intérieur n'hésite pas à déclarer : « Il y aura autant de textes, de lois, de règlements que la réponse au défi de la protection des Français l'exige. Je n'ai aucun complexe là-dessus ».

Ces discours martiaux et ces mesures sécuritaires ont-elles quelques effets ? Visiblement non, car, dans le même temps, l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales nous informe avec l'aide de l'Insee, que 4,7 millions de Français avaient été victimes de vols et de tentatives de vols en 2009, sans même parler d'autres formes de violences, soit trois fois plus que les chiffres officiels de la délinquance qui les estiment - à partir de plaintes notamment - à 1,5 million cette année-là.

Alors que faire ?

De quelle violence devons nous débattre ici pour ne pas tomber dans les pièges de la stigmatisation de la Corse et de certaines catégories de population ou dans ceux des discours populistes sur l'insécurité ?

De quoi devrions-nous parler afin que ce débat ait un sens aux yeux de nos concitoyens et de l'opinion publique.

Une opinion publique moins sensible que l'on pourrait le croire à ces tours de passe-passe démagogique, puisqu'à toute les interrogations sur l'insécurité, elle répond que le chômage, la précarité, le logement, le pouvoir d'achat restent en tête de ses préoccupations !

Une manière sans doute de remettre la question sociale au centre d'un débat d'où les gouvernements actuels croyaient l'avoir évacuée !

Une certaine forme de sagesse populaire finalement qui autorise nos concitoyens à hiérarchiser les formes de violence dont ils sont l'objet et qu'ils souhaitent voir traiter en priorité.

Où et comment se fabrique donc cette violence et cette insécurité qui rongent nos sociétés?

Quelles sont les conditions économiques et sociales de production de cette violence dont on parle tant, A ces questions d'ordre politique les réponses ne peuvent être que politiques !

La violence est en réalité à la fois un produit et un mode opératoire, l'énergie inépuisable qui anime en permanence les rapports économiques et sociaux et hélas à présent les rapports humains, d'un système de domination qui veut taire son nom, celui du néolibéralisme.

L'indécence des parachutes dorées, des retraites chapeaux, des salaires et des bénéfices de ceux qui avaient déjà tout et qui veulent encore plus !

Peut-on imaginer pire violence que celle de cet univers là?

Et cet univers de quoi est-il fait ?

C'est celui d'un marchand de bonheur factice qui peut se permettre d'exprimer cyniquement toute la violence de sa philosophie politique, « Si tu n'as pas une Rolex à 50 ans c'est que tu as ratée ta vie ! », comme l'ultime signe de réussite d'une société néolibérale droguée de ses propres excès. Ce néolibéralisme actuel doit se définir comme l'ensemble des discours, des pratiques et des dispositifs qui déterminent un nouveau mode de gouvernement des hommes selon le principe universel de la concurrence et de la compétition...par tous les moyens !

Car c'est bien de cela qu'il s'agit aujourd'hui dans cet univers qui fait disparaître l'Etat comme garant des principes d'égalité, de justice et de liberté.

Il le transforme en une sorte de « grande entreprise » entièrement soumise au principe général de compétition et de rentabilité avec une seule obsession : comment faire du seul marché le principe même du gouvernement des hommes comme du gouvernement de soi au détriment de toutes les valeurs morales ?

Comment transformer toute forme de vie en marchandise échangeable et jetable à volonté, les compétences comme le travail, les talents et les savoir faire, les êtres humains comme les denrées périssables, la santé comme l'éducation...

Par quel miracle la Corse échapperait elle à ce mouvement universel ?

Comment, en évoluant dans cet univers centré sur le profit, la violence, l'égoïsme, les hiérarchies dominants-dominés et le sexisme les corses pourraient ils prétendre préserver un mode de vie différent des autres ?

La transformation rapide et anarchique de notre société insulaire, villageoise et agropastorale, en une civilisation urbaine débridée a jeté brutalement les corses dans une société privée de repères. Les 2 tiers de notre population vit aujourd'hui en ville.

Oublié le respect du aux anciens, la solidarité et l'entraide, oubliées les valeurs familiales et traditionnelles, oubliées la frugalité de la vie et les maigres ressources d'un travail difficile...en l'espace de quelques décennies une majorité des corses ont été livrés aux délices de la civilisation moderne, du consumérisme mimétique et du paraître social...Comme ailleurs me direz vous, c'est le progrès !

Oui bien sur, comme ailleurs, plus qu'ailleurs peut être, mais sans en avoir les moyens.

Car la Corse est restée ce qu'elle était, une petite ile pauvre et faiblement développée, dominée par des clans et incapable d'assurer par elle-même l'avenir de ses enfants par la production de richesses et d'emplois.

Les Corses sont entrés dans un système de compétition individuelle pour une rareté qu'ils prennent pour de l'abondance. Plus préoccupés par l'accaparement des ressources rares que par la redistribution des biens et des profits tirés du travail ou de la valorisation de leur seul capital, leur capital foncier. Un capital que les marchés nous encouragent aujourd'hui à réaliser au plus vite afin de bénéficier de tous les bienfaits du tourisme et d'une mondialisation heureuse auxquels nous offrons encore quelque résistance!

Nous aurons sans doute l'occasion d'en reparler lors du débat qui sera consacré prochainement à ces sujets.

Nous mesurons aujourd'hui toutes les conséquences de ces transformations sociales et de notre incapacité à y faire face.

Désagrégation familiale qui touche tous les milieux sociaux, surendettement, mises en échec scolaire, situation de précarité y compris pour certains salariés et retraités, toxicomanie, trafic de stupéfiants, difficultés de logement, accroissement des violences aux biens et aux personnes, actes d'incivilité, développement de la criminalité plus ou moins organisée, culte de l'argent facile...

Que pouvons-nous y opposer ?

A Corse Social Démocrate, pas plus qu'ailleurs nous n'avons de solution miracle. Nous ne pouvons proposer en premier lieu que la réaffirmation de nos principes politiques : une éthique de la responsabilité collective, la probité des acteurs, la transparence des débats et des décisions, la régulation des marchés et l'affirmation du contrôle de l'ensemble des forces démocratiques sur les choix fondamentaux de notre organisation politique et sociale.

La sécurité que nous voulons construire s'oppose en effet par nature à la violence de la précarité que nous subissons chaque jour.

C'est la sécurité d'un emploi, la sécurité d'un revenu fixe et décent, la sécurité d'un logement, la sécurité d'un accès pour tous à des services publics efficaces en matière de santé et d'éducation, la sécurité d'un avenir pour nos enfants, la sécurité d'une prise en charge pour nos anciens, la sécurité d'avoir un cadre de vie épanouissant, la sécurité de bénéficier d'équipements qui autorisent une vie normale et décente, la sécurité de pouvoir encore nous promener sans risque dans nos rues...la liste n'est pas exhaustive.

Pouvons-nous y parvenir collectivement ?

Oui, puisque ces propositions sont la raison d'être de notre combat politique. En participant à ce débat nous signifions notre refus d'être considérés comme les pompiers pyromanes d'un système injuste et incapable d'éteindre les incendies que nous aurions nous-mêmes allumés en tant qu'élus. Par négligence devant nos responsabilités et par incapacité à exercer toutes les compétences nécessaires pour faire face à ces situations.

Oui, nous pouvons et nous devons agir, ne serait ce qu'en décidant de mettre en œuvre au sein de cette Collectivités les politiques de changement profond et de réforme pour lesquels nous avons été élus.

En décidant aussi de travailler ensemble, à la CTC sur les différentes formes de violences en associant la société civile.

En décidant enfin la création de groupes de travail efficaces qui pourraient déboucher sur la rédaction d'une charte sociale et éthique à faire signer par les différents partenaires (privés et institutionnels) avec l'engagement de lutter contre les différentes formes de violences dans leurs secteurs d'activité respectifs.

Et c'est en inscrivant ces politiques dans la durée que nous parviendrons peu à peu à inverser la spirale négative dont la Corse est victime.

Pour conclure, messieurs les présidents et mes chers collègues, je verserais au débat une autre question, plus philosophique peut être. En 1848 Victor Hugo dénonçait déjà la misère et l'ignorance comme les principales causes de la violence. Au 19^{ème} siècle, l'axiome « classes laborieuse, classe dangereuse » servait de seul conducteur aux politiques mises en place pour contrôler les revendications d'un prolétariat naissant.

Dans la configuration de nos sociétés modernes, où le travail n'est même plus un droit garanti dans les faits et dans les textes et où tout est devenu marchandise, faut-il fonder la politique sur une conception de l'autorité où surveiller et punir seraient les seules réponses possibles aux maux que nous aurions nous-mêmes produits ?

Ou bien devons nous faire reposer notre conception de la politique sur l'intelligence, la raison, l'éducation, la culture, le dialogue sincère, la prévention, la justice et l'écoute des revendications et des exaspérations qui montent du fond de notre société insulaire ?

Je crois sincèrement qu'en acceptant dès aujourd'hui cette évidence, nous trouverons ensemble les raisons et les moyens d'éviter un avenir encore plus difficile à notre jeunesse appelée à construire la Corse pacifiée de demain. Ce débat aura donc servi à quelque chose.

Je vous remercie.